HAL
open science

Extractivisme et environnement en Europe (XVIe-XXIe siècles)

Jawad Daheur

To cite this version:

Jawad Daheur. Extractivisme et environnement en Europe (XVIe-XXIe siècles). Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe, 2021. halshs-03506046

HAL Id: halshs-03506046

https://shs.hal.science/halshs-03506046v1

Submitted on 4 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

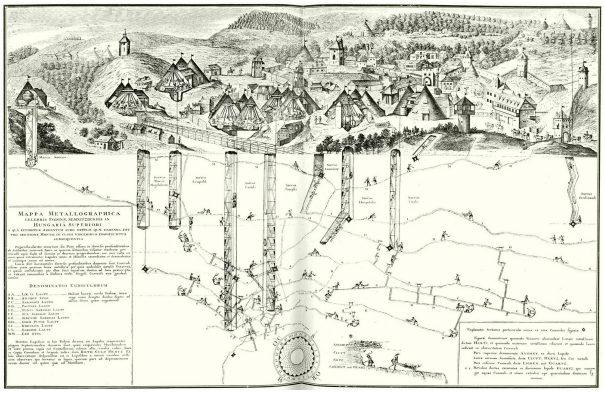
Mobiliser les énergies

Extractivisme et environnement en Europe (XVIe-XXIe siècles)

Jawad DAHEUR

RÉSUMÉ

Utilisée au départ pour décrire les logiques économiques prédatrices à l'œuvre dans la gestion des ressources naturelles en Amérique latine, la notion d'extractivisme renvoie d'abord aux mécanismes d'appropriation de la nature ayant émergé dans les empires coloniaux et qui reposaient sur des exportations massives de matières premières vers les métropoles. Adopté dans différents contextes, le terme continue aujourd'hui à être surtout mobilisé pour l'analyse des relations Nord-Sud. Cette focalisation sur les mondes (post)coloniaux ne doit cependant pas faire oublier que l'extractivisme a aussi contribué à façonner les trajectoires économiques et les environnements de nombreux territoires en Europe.



Mine d'argent de Banská Štiavnica (Slovaquie actuelle). Gravure publiée en 1726 dans *Danubius Pannonico-Mysicus* de Luigi Ferdinando Marsigli (1658-1730). Source : Wikimedia Commons.

2. Pêcheurs de baleines hollandais au Spitzberg (1690). Tableau d'Abraham Storck (1644-1708), Stichting Rijksmuseum het Zuiderzeemuseum. Source : Wikimedia Commons.

3. Puits de pétrole à Borysław en Galicie (Autriche-Hongrie) (fin du XIXe-début du XXe siècle). Source : Creative Commons.

L'extractivisme en Europe après les Grandes Découvertes

Bien que la notion d'extractivisme fasse d'abord penser au secteur minier, la majorité des auteurs s'accordent pour y inclure également l'exploitation forestière (à l'origine, le terme brésilien *extrativismo* renvoie à la cueillette commerciale en forêt), ainsi que certaines formes d'agriculture et de pêche. Ce qui importe ici n'est pas tant la nature des ressources extraites que la façon dont elles sont exploitées, et à quelles fins. On parle d'extractivisme lorsque les ressources sont prélevées en grandes quantités pour être vendues dans un état peu ou pas transformé, principalement sur le marché d'exportation. La notion renvoie aussi bien à des ressources non renouvelables (charbon, pétrole, métaux et minéraux, y compris *offshore*) qu'à des ressources se renouvelant lentement ou difficilement (bois, poissons, certaines plantes cultivées). La forte intensité des impacts sociaux et environnementaux est un autre élément central de la définition. L'extractivisme s'accompagne en effet de dégâts souvent irréversibles sur le milieu (dégradation des sols, déforestation, pollutions, pertes de biodiversité, etc.), mais aussi d'une dépossession des communautés locales, privées du contrôle des ressources de leur espace de vie au profit d'acteurs généralement étrangers. Pour cette raison, l'extractivisme a beaucoup à voir avec des formes de marginalisation, voire de colonialisme, plaçant des périphéries sous la domination de centres entreprenants.

Or, si de nombreux historiens soutiennent que l'Europe a avant tout bâti sa puissance en exploitant de tels territoires outre-mer, d'autres auteurs comme Paul Bairoch ont affirmé que le continent aurait bénéficié d'une croissance économique largement endogène jusqu'au

milieu du XXe siècle au moins, et n'aurait par conséquent pas eu besoin de périphéries lointaines pour se développer. Au-delà des débats controversés sur les origines de l'hégémonie occidentale, il est certain que les réservoirs historiques de matières premières au sein de l'Europe constituent une clef de compréhension du fonctionnement économique du continent (et donc indirectement du monde) dans la longue durée. La question fut déjà soulevée par Fernand Braudel dans *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (1949), qui montrait que l'Europe de l'Ouest avait dans un premier temps trouvé ses « Amériques intérieures » dans les plaines méditerranéennes, en Scandinavie et dans les forêts d'Europe orientale, avant même de partir à la conquête du globe au XVIe siècle. Par la suite, de nombreux territoires continuèrent à livrer des ressources aux régions les plus développées du continent. On peut citer les monts de la Tolfa, dans le Latium, qui exportèrent massivement, entre le milieu du XVIe et le milieu du XVIIe siècle, l'alun dit « de Rome » utilisé comme mordant dans les industries drapières d'Europe du Nord ; la ceinture forestière de la mer Baltique, qui livrait les nations coloniales en « munitions navales » (bois de marine, poix, goudron) et ne fut véritablement concurrencée par d'autres régions du monde (Canada, États-Unis, colonies d'Asie) qu'au XIXe siècle ; ou encore la région du Spitzberg, île du nord de la mer de Barents qui devint au XVIIe siècle une importante zone pourvoyeuse d'huiles de mammifères marins (baleines, phoques, morses) utilisées pour l'éclairage, avant d'être exploitée pour son charbon au XXe siècle.

Le coût social et environnemental de l'extraction

À des degrés divers, tous ces territoires connurent des formes de mise sous tutelle ayant pour conséquence un certain nombre de préjudices sociaux et environnementaux à court, moyen ou long terme. Dans le royaume de Pologne-Lituanie, par exemple, l'extraction massive de bois contribua, aux XVIeet XVIIe siècles, à une réduction du couvert boisé d'ampleur inédite dans cette partie de l'Europe, avec des forêts entières abattues pour l'exportation de potasse vers les industries du textile, du savon ou du verre des Pays-Bas, d'Angleterre et de France. En Saxe et en Bohème, la « ruée » vers l'argent des monts Métallifères au XVIe siècle s'accompagna d'une déforestation galopante et d'une pollution des rivières par les eaux de lavage, avec des impacts importants sur la faune, déjà dénoncés par le savant allemand Agricola dans son ouvrage *De Re Metallica* (1556). Les populations n'eurent pas seulement à souffrir de ces dégradations environnementales, mais également d'une réorganisation extravertie de l'activité locale allant de pair avec des phénomènes de marginalisation et de pauvreté.

L'exploitation des ressources pouvait se faire à l'initiative et au bénéfice d'acteurs plus ou moins lointains au lieu d'extraction (les familles patriciennes de la république de Florence et des États pontificaux pour les ressources minières du Latium ; les compagnies autrichiennes, britanniques, belges ou allemandes pour le pétrole de Galicie autrichienne au tournant des XIXe et XXe siècles) généralement peu intéressés au développement de ces territoires sur le long terme et à l'amélioration du niveau de vie de leurs habitants. Pourtant, si le constat de la « malédiction » de l'extractivisme (voir par exemple les travaux d'Alberto Acosta) semble bien pouvoir s'appliquer à certains territoires européens longtemps demeurés à la marge du progrès, le diagnostic global doit être quelque peu nuancé. Au XIXe et plus encore au XXe siècle, les périphéries intérieures des pays les plus riches bénéficièrent en effet d'un contrat implicite avec les régions centrales : à condition d'extraire les matières premières nécessaires à l'essor de la société industrielle et de consommation, elles profitaient d'avantages sociaux et économiques leur permettant d'entrer dans la société de bien-être. En Suède par exemple, le Norrland, intensément exploité pour ses ressources forestières et minérales depuis la fin du XIXe siècle, put bénéficier des politiques de redistribution d'un État

social garantissant un certain niveau de prospérité aux habitants.

Néo-extractivisme et montée de l'environnementalisme

Si l'Europe dépend encore aujourd'hui très largement de ressources importées, les activités extractives locales qu'on pensait en voie de disparition reviennent sur le devant de la scène. Depuis une vingtaine d'années, le boom du prix de nombreuses matières premières a incité certains pays à se tourner vers l'extraction pour financer leur économie. Ce mouvement contribue à l'essor d'un « néo-extractivisme » qui se caractérise par la prise en charge d'une partie des activités extractives par l'État, à des fins de développement et avec un objectif social affiché. Il est d'ailleurs en partie soutenu par la Commission européenne qui a lancé dès 2008 une initiative « Matières premières » destinée à garantir les approvisionnements de l'Union en ressources stratégiques – des métaux principalement – en sécurisant les importations extra-européennes, mais aussi en encourageant les activités minières des États membres. Si les formes actuelles de mise en exploitation peuvent apparaître moins prédatrices que par le passé, en raison du plus haut niveau d'exigence sociale et environnementale qui s'est imposée depuis la fin du XXe siècle, le spectre d'un extractivisme destructeur reste bien présent.

Depuis 2010, des programmes de remise en service ou d'ouverture de nouvelles mines d'or ont ainsi alimenté des mouvements de rejet en Roumanie, en Macédoine du Nord ou en Grèce, où une partie de la population locale, soutenue par des ONG et parfois par les autorités municipales, s'est opposée à l'arrivée des multinationales canadiennes ou australiennes que leurs États avaient d'abord favorisée. Prenant le pas sur les espoirs de création d'emplois, les craintes liées à de possibles pollutions au cyanure ou aux conséquences dévastatrices de l'excavation ont conduit à l'abandon de certains projets. Les perspectives d'exploitation du gaz de schiste ou de couche ont également été la source de débats animés en Pologne, en France, en Roumanie, en Bulgarie ou en Ukraine, où des protestations ont poussé les États à promulguer la suspension, voire l'interdiction de certaines méthodes, comme la fracturation hydraulique, décriée pour son impact sur les nappes phréatiques et le sous-sol. Mais toutes les ambitions n'ont pas disparu et, en janvier 2021, le gouvernement français a déclaré qu'il se prononcerait prochainement sur l'opportunité de forages en Moselle. Par endroits, comme en Cumbrie (Angleterre), c'est le charbon lui-même qui semble faire un retour inattendu.

BIBLIOGRAPHIE

ACOSTA, Alberto, « Extractivism and Neoextractism : Two Sides of the Same Curse », dans Miriam Lang, Dunia Mokrani, (dir.), *Beyond Development Alternative Visions from Latin America,* Amsterdam, Transnational Institute/Rosa Luxemburg Foundation, 2013, p. 61-86.

DEL MORMOL, Camila, VACCARO, Ismael, « New Extractivism in European Rural Areas : How Twentieth First Century Mining Returned to Disturb the Rural Transition », *Geoforum*, vol. 116, 2020, p. 42-49.

FITZPATRICK, Matthew, MONTEATH, Peter, « Expansions and Contractions : The Internal and External Frontiers of Europe », *Australian Journal of Politics & History,* vol. 56, n° 3, 2010, p. 329-335.

RONNBECK, Klas, « New and Old Peripheries : Britain, the Baltic, and the Americas in the Great Divergence », *Journal of Global History*, vol. 5, n° 3, 2010, p. 373-394.

Source URL:
https://ehne.fr/encyclopedie/thématiques/écologies-et-environnements/mobiliser-les-énergies/extractivisme-et-environnement-en-europe-xvie-xxie-siècles